

# Les perspectives de l'Organisation de Coopération de Shanghai en Afghanistan

## Description

En 2007, le sommet des chefs d'Etat de l'Organisation de Coopération de Shanghai<sup>[1]</sup> (OCS) avait Ã©tÃ© l'occasion pour le prÃ©sident russe Vladimir Poutine et son homologue afghan Hamid Karzai de lancer un appel en direction de l'OCS, afin que celle-ci s'occupe davantage de la situation afghane. La ConfÃ©rence «L'Afghanistan, l'OCS, sÃ©curitÃ© et gÃ©opolitique de l'Eurasie centrale»<sup>[2]</sup> qui a rÃ©uni diplomates, orientalistes, experts afghans et post-soviÃ©tiques en juin 2008, sur les rives du lac Issik-Koul, est un premier pas dans ce sens.

Si cette confÃ©rence n'a pas atteint l'ambitieux objectif initial qui consistait Ã©laborer des recommandations opÃ©rationnelles pour un engagement de l'OCS en Afghanistan, elle a nÃ©anmoins constituÃ© un Ã©vÃ©nement important pour plusieurs raisons. Il n'est en effet pas frÃ©quent de croiser, dans des contextes internationaux, des dÃ©lÃ©gations afghanes d'un tel niveau et reprÃ©sentatives des principales factions du pays, ainsi que des membres du Parlement et d'autres dignitaires. Ce qui, en soi, reprÃ©sente une belle dÃ©monstration de pluralisme. Ã©taient Ã©galement prÃ©sents Ã© la confÃ©rence le conseiller politique Galeri et Seyed Rasoul Mousavi, directeur de l'*Institute of Peace and International Studies* (IPIS) de TÃ©hÃ©ran, venus d'Iran, pays clef pour l'avenir de l'Afghanistan mais gÃ©nÃ©ralement ostracisÃ© des nÃ©gociations par les Etats-Unis.



## L'OCS comme substitut Ã© l'Otan ?

Pour la premiÃ¨re fois donc, des responsables afghans ont pu dialoguer avec leurs collÃ©gues des pays d'Asie centrale et de plusieurs rÃ©gions de la FÃ©dÃ©ration de Russie, ainsi qu'avec des vÃ©tÃ©rans de l'intervention soviÃ©tique en Afghanistan, comme les professeurs Vladimir Plastun et Viktor Korgun, et le conseiller d'Etat V. ValeriÃ© Ivanov, tous trois persanophones et spÃ©cialistes de l'Afghanistan auquel ils consacrent leurs recherches depuis des dÃ©cennies.

DÃ©s le dÃ©but des travaux, l'Ambassadeur afghan au Kazakhstan, Aziz Arianfar, a posÃ© la question fondamentale: l'Otan ayant Ã©chouÃ©, l'OCS serait-elle davantage en mesure d'amÃ©liorer la situation ? Selon la plupart des analyses prÃ©sentÃ©es, la rÃ©ponse est assurÃ©ment nÃ©gative et, pour le moment, tous les membres de l'OCS hÃ©sitent Ã© se pencher sur le cas afghan et encore moins Ã© s'engager directement et militairement sur le terrain.

## Des obstacles politiques plus que logistiques

Si la logistique et le commandement nÃ©cessaires au dÃ©ploiement coordonnÃ© des unitÃ©s font

d'abord, les principaux obstacles sont essentiellement politiques. Du côté centrasiatique, on redoute *a priori* les conséquences possibles de la présence chinoise dans la région, au cas où l'OCS mobiliserait des forces militaires en Afghanistan. Un tel scénario pourrait créer un précédent quant à l'utilisation des forces armées chinoises à l'étranger, opération interdite jusqu'à présent par la Constitution de la Chine. Pour les Russes, la question se pose en termes de concurrence entre l'OCS et l'Organisation du Traité de Sécurité Collective de la CEI (OTSC), institution qui séduit la Russie, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Kirghizstan le Tadjikistan, l'Arménie et la Biélorussie. Outre le fait que la Chine n'en est pas membre, l'OTSC présente l'avantage, en tant qu'alliance militaire, de disposer d'outils de mécanismes facilitant son déploiement sur le terrain.

Mais la Chine ne veut en aucun cas s'engager sur le plan militaire en Asie centrale, comme en témoigne le silence de sa délégation, au cours des travaux de ce colloque, signe de l'attentisme qui semble dominer à Pékin en ce qui concerne les développements sur l'Asie centrale.

### L'OCS et la rescousse

De nombreux exposés ont montré que la situation sur la frontière afghano-tadjike mobilise l'attention de représentants d'états post-soviétiques. Depuis le départ des garde-frontières russes en 2005, les trafics illicites autour de cette frontière ont été multipliés par quatre. Les conséquences en sont très préoccupantes, étant donné l'ampleur que prend l'économie illégale en Asie centrale : elle permettrait aux acteurs économiques de la région d'influencer les gouvernements, et de favoriser les liens entre narcotrafiquants et les nombreux foyers d'extrémisme islamiste, pourtant réprimés par les polices de la région. Des souhaits ont été émis afin de contrôler cette frontière conjointement dans le cadre de l'OCS, avec diverses propositions, comme par exemple, un renforcement du dispositif du Centre anti-terrorisme établi à Tachkent depuis 2004.

La plupart des experts souhaitent aussi l'activation d'une coopération entre l'Otan et l'OCS qui, bien qu'incapable en l'état actuel de se substituer intégralement à l'Alliance, pourrait intervenir en tant que membre d'une coalition de ces deux groupes. Cette coalition se chargerait d'une région de l'Afghanistan où l'OCS agirait comme une sorte de sous-traitant de l'ISAF<sup>[3]</sup>, avec la perspective de créer un espace tampon entre le chaos afghan et l'aire couverte par les pays de l'OCS. Les vœux des experts vont également dans le sens d'une participation accrue de l'OCS dans des programmes sociaux et de coopération technique pour la formation des forces de sécurité nationales afghanes, domaine naturel d'une organisation telle que l'OCS, pour qui la sécurité demeure, au moins sur le papier, la principale raison d'être. Plus généralement, le comportement attentiste de l'OCS lors de ce colloque a montré qu'elle se tient prête à saisir une opportunité pour agir.

### La mainmise des Etats-Unis

Il est intéressant de noter que la ligne de partage traditionnelle des influences géopolitiques des Empires récents autour de l'espace afghan (à savoir la chaîne de l'Indou-Kouch, frontière naturelle et historique entre l'Asie centrale et méridionale) conserve toujours une actualité stratégique. Ainsi, dans la perception des pays situés au nord de l'Afghanistan, il est indispensable aujourd'hui de contrôler cet espace afin d'empêcher la propagation de trafics

illÃ©gaux de l'Afghanistan vers l'Asie centrale.

Au-delÃ© du manque de volontÃ© politique de l'OCS, les observateurs russophones ont Ã©tÃ© unanimes Ã© dÃ©noncer la dÃ©termination de Washington de maintenir en Afghanistan lÃ©gÃ©monie des Etats-Unis. Ceux-ci sont accusÃ©s dÃ©tre seuls Ã© l'origine des dÃ©cisions prises en matiÃ©re d'aide extÃ©rieure accordÃ©e Ã© l'Afghanistan. Ils trancheraient tant au niveau des structures de dons que des entitÃ©s donatrices, sur des bases strictement bilatÃ©rales, y compris quand il s'agit des pays de l'ex-URSS. Ils Ã©viteraient que les structures de l'OCS, et encore plus celles de l'OTSC, ne soient sollicitÃ©es. On constate le mÃ©me problÃ©me quant Ã© la marge de manÃ©uvre des deux organisations Ã© la frontiÃ©re entre l'Afghanistan et le Tadjikistan, oÃ¹ les AmÃ©ricains sont actuellement les plus grands pourvoyeurs d'aide, ce qui sabote le «rÃ©le naturel» de l'OCS.

En dÃ©finitive, si le colloque n'est pas parvenu Ã© fournir une feuille de route pour l'action de l'OCS en Afghanistan, les principales questions ont Ã©voquÃ©es et, faute de rÃ©sultats pratiques dans l'immÃ©diat, les analystes ont pu Ã©valuer l'ensemble des problÃ©mes du guÃ©prier afghan. De nombreux contacts se sont nouÃ©s, ce qui mÃ©nera trÃ©s probablement Ã© de nouvelles initiatives. De plus, la partie afghane a pu percevoir Ã© quel point l'Organisation de CoopÃ©ration de Shanghai est une entitÃ© complexe. A la veille du prochain sommet des chefs d'Ã©tat de l'OCS, qui se tiendra Ã© DouchanbÃ© en aoÃ»t 2008, les recommandations et analyses formulÃ©es au cours de colloques de cette nature pourraient bien servir de base aux dÃ©cideurs pour dÃ©velopper des actions.

Face aux incertitudes de l'avenir afghan, l'OCS apparaÃ©t aujourd'hui de plus en plus d'actualitÃ©; elle devrait immanquablement finir par intervenir concrÃ©tement, d'une faÃ§on ou d'une autre. Les dÃ©lÃ©guÃ©s afghans se sont accordÃ©s sur le fait que l'action de l'Otan dans leur pays se trouve dans l'impasse. L'entrÃ©e de l'OCS sur cette scÃ©ne pourrait dÃ©bloquer la situation, y compris en instaurant un dialogue entre les factions afghanes. Le colloque organisÃ© sur les rives du lac Issik-Koul a pu en constituer les prÃ©mices. Dans le mÃ©me ordre d'idÃ©es, l'OCS pourrait aussi devenir un mÃ©diateur entre l'Afghanistan et le Pakistan, tous deux observateurs au sein de l'OCS.

L'OCS dispose donc d'un potentiel Ã©norme, Ã© la hauteur des dÃ©fis auxquels pourraient avoir Ã© faire face les peuples d'Asie centrale, alors que l'unique prÃ©sence occidentale montre de plus en plus ses limites.

*Les exposÃ©s du colloque sont disponibles sur le site : [www.knyazev.org](http://www.knyazev.org)*

[1] Forum rÃ©gional qui rÃ©unit la Russie, la Chine et d'anciennes rÃ©publiques soviÃ©tiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan et OuzbÃ©kistan).

[2] ConfÃ©rence organisÃ©e par la Fondation Alexander Knyazev, la Friedrich Ebert Stiftung (liÃ©e Ã© la SPD allemande) et la Fondation Massoud (dirigÃ©e par le frÃ©re du lÃ©gendaire commandant moujahidin).

[3] Mission de l'Otan en Afghanistan.

\* Fabrizo VIELMINI est chercheur associÃ© Ã© l'Institut d'Etudes politiques internationales de Milan (ISPI) et expert pour la Fondation Friedrich Ebert au Kazakhstan. Ses opinions n'engagent que lui et ne reprÃ©sentent pas l'ISPI.

---

244x78

Image not found or type unknown

**date crée**

17/07/2008

**Champs de Méta**

**Auteur-article :** Fabrizio VIELMINI\*